

Ce que la crise sanitaire révèle concerne tout l'appareil d'Etat



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 17 juin 2020

Source [Roland Hureaux] La crise du virus dit Covid-19 a mis au jour l'invraisemblable désordre qui régnait au ministère de la santé. Les commissions parlementaires en feront, nous l'espérons, un jour prochain, l'inventaire.

Ce que le grand public ignore, c'est que la désorganisation atteint aujourd'hui l'Etat dans son ensemble et pas seulement le ministère de la santé.

Pour le comprendre, il faut sortir une fois pour toutes des poncifs faciles, du style « une administration trop jacobine », « une mentalité encore archaïque », qui ne mènent à rien.

Des réformes fondées sur des idées fausses

N'hésitons pas à le dire : la raison principale de cette désorganisation, ce sont les innombrables réformes effectuées au cours des trente dernières années, presque toutes fondées sur des idées fausses.

Quelles idées ? Le point de départ est : le secteur privé est plus « performant » que le secteur public, il faut donc l'imiter en introduisant dans l'administration des méthodes qualifiées pompeusement de *managériales*. Or ces méthodes du privé, on ne les a pas transposées, on les a singées.

Leur pointe avancée fut la « loi organique relative aux lois des finances » (LOLF) du 1^{er} août 2001, votée à l'unanimité, ce qui est toujours mauvais signe, tendant à aligner la comptabilité de l'Etat sur celle du secteur privé. Vaste complication d'abord. Effets hasardeux ensuite comme la destruction récente de millions de masques, au nom d'une meilleure « gestion des stocks ». Dans le même esprit, ont été supprimés des milliers de lits d'hôpitaux. Pour rentabiliser les actifs immobiliers ont été décrétés la fermeture des sites historiques de l'Hôtel-Dieu et du Val-de-Grâce.

L'imitation fallacieuse du secteur privé

La LOLF, fondée sur une analyse des fonctions devait entraîner le regroupement de services paraissant proches - vu de loin. On a ainsi supprimé les Renseignements généraux, dont on avait oublié qu'une de leur mission était l'interposition et la négociation en cas de conflit social. La crise des gilets jaunes aurait été singulièrement amortie s'ils avaient encore été là. Dans le même esprit, le rapprochement de la police et de la gendarmerie, a entraîné récemment chez celle-ci, par souci de parité statutaire, la création de 150 postes de généraux ! Bonjour l'armée mexicaine.

Les antennes locales de l'Etat ont été également regroupées, pour que le préfet ait l'air d'« un vrai chef d'entreprise ». DDA et DDE ont fusionné, c'est à dire qu'on leur a superposé un directeur général : économie de postes... Un animateur sportif passe ainsi sous l'autorité d'un directeur de maison de retraite, un inspecteur du travail sous celle d'un conseiller commercial venu de bout du monde etc.

La manie des regroupements a eu des effets tout aussi pernicieux dans les collectivités locales : la volonté de réduire le nombre des communes a entraîné la création près de 400 000 postes de fonctionnaires territoriaux, dits intercommunaux, supplémentaires !

Le primat de la gestion comptable s'est accompagné d'une hypertrophie des contrôles et de l'évaluation.

Dès 1975, Alain Juppé avait créé les Agences régionales de santé et les pôles hospitaliers, deux states de plus. Les administratifs, recrutés par milliers tandis qu'on supprimait de postes de soignants, ont étendu leur pouvoir au détriment des médecins - comme à la Défense, les civils ont accru le leur au détriment des militaires.

L'illusoire rémunération « à la performance »

Un autre caractère de ces réformes est l'hostilité au « corporatisme », tenu pour une tare alors même que les corps de fonctionnaires assuraient une autorégulation à bon marché : tout gendarme cherchait naturellement à être un bon gendarme, tout instituteur un bon instituteur etc. Partant de cette autre idée fausse que les fonctionnaires ne travaillaient pas assez a été instaurée une évaluation généralisée devant conduire à une rémunération « à la performance ». Evaluation généralement difficile en matière publique où n'existe pas l'indicateur simple du profit, sentiment d'un arbitraire des primes au mérite, et pour des professionnels dévoués, d'un manque de confiance à leur égard.

L'aboutissement : un découragement profond qui multiplie les congés de maladie et exige toujours plus d'effectifs (le contraire de ce qu'on recherchait).

L'idéologie contre le bon sens

Ces réformes, on l'aura compris, sont idéologiques. Or rien de plus opposé au bon sens que l'idéologie qui marginalise ceux qui en ont et habitue les esprits à l'absurdité d'un univers kafkaïen. Comment comprendre autrement que les innombrables dysfonctionnements du ministère de la santé : refus du concours des cliniques privées ou des laboratoires vétérinaires, crispation incompréhensible contre la chloroquine, sanction de médecins ayant fait des opérations non urgentes ?

On ne se consolera pas en disant que tout cela n'est pas nouveau : notre armée de 1940, prisonnière d'un dogmatisme d'un autre genre n'était pas en meilleur état. Ni en sachant que le monde anglo-saxon, tenu pour modèle, n'est souvent pas mieux inspiré : la libérale Thatcher n'avait-elle pas transformée ses administrations en agences autonomes (les fameux *quangos*[\[1\]](#)) qui s'avérèrent des monstres bureaucratiques ?

En tous les cas, les dégâts sont immenses . Immense aussi devra être l'effort pour reconstruire une administration que nous appellerons normale. Ce n'est pas une nouvelle couche de réformes qui est nécessaire mais une remise en cause radicale des principes qui ont inspiré celles des trente dernières années.

Roland HUREAUX

[\[1\]](#) *Quasi non governmental organisation*